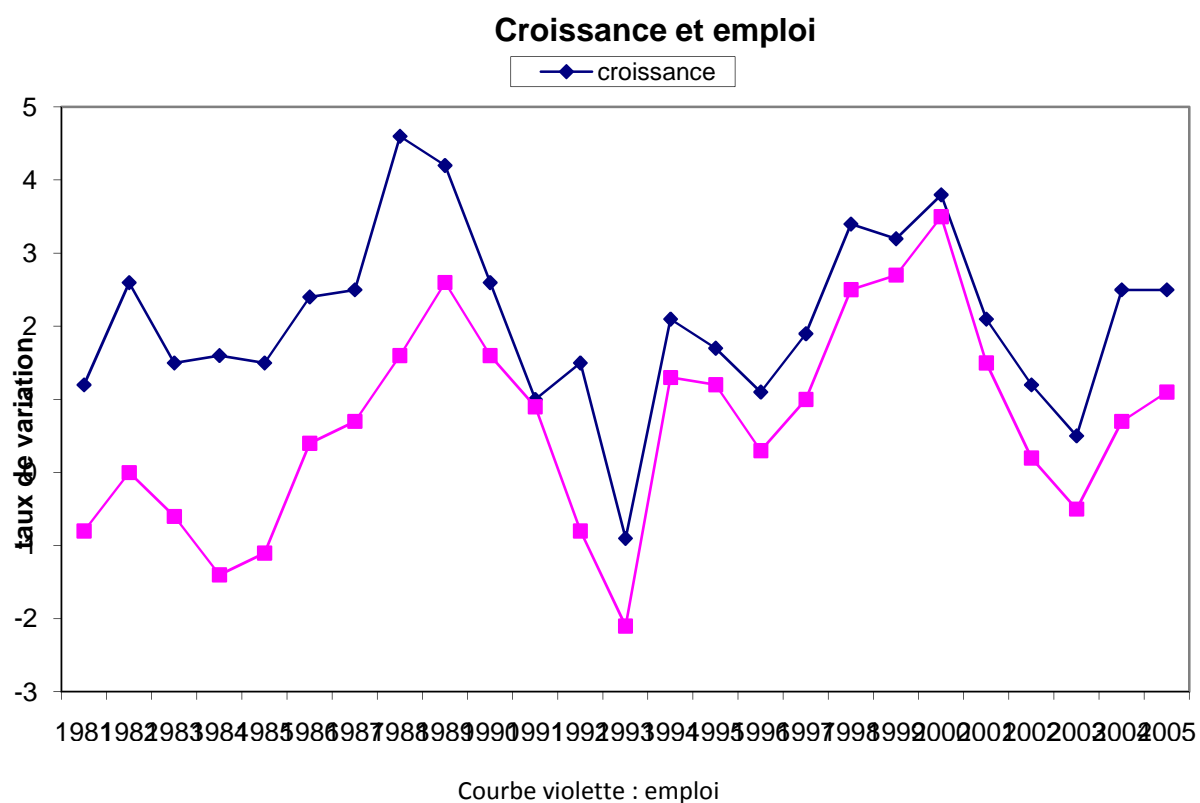


LA CROISSANCE MOLLE N'EST PAS UNE FATALITE

Il est facile de vérifier que l'emploi est intimement lié à la croissance. On peut l'illustrer par le graphique ci-après, montrant les taux de variations de ces deux variables de 1981 à 2005, sur la base des chiffres de l'INSEE.



Le parallélisme des deux courbes est significatif. Il serait intéressant de rechercher pourquoi l'écart des taux passe de deux points sur la période 1981-1988 à moins de un point ensuite.

Quoiqu'il en soit, si on considère que le problème du chômage est central, il convient de se demander ce qui régit la croissance.

Sur le moyen/long terme, il y a consensus entre économistes voire même entre leaders politiques sur certaines mesures favorables à la croissance :

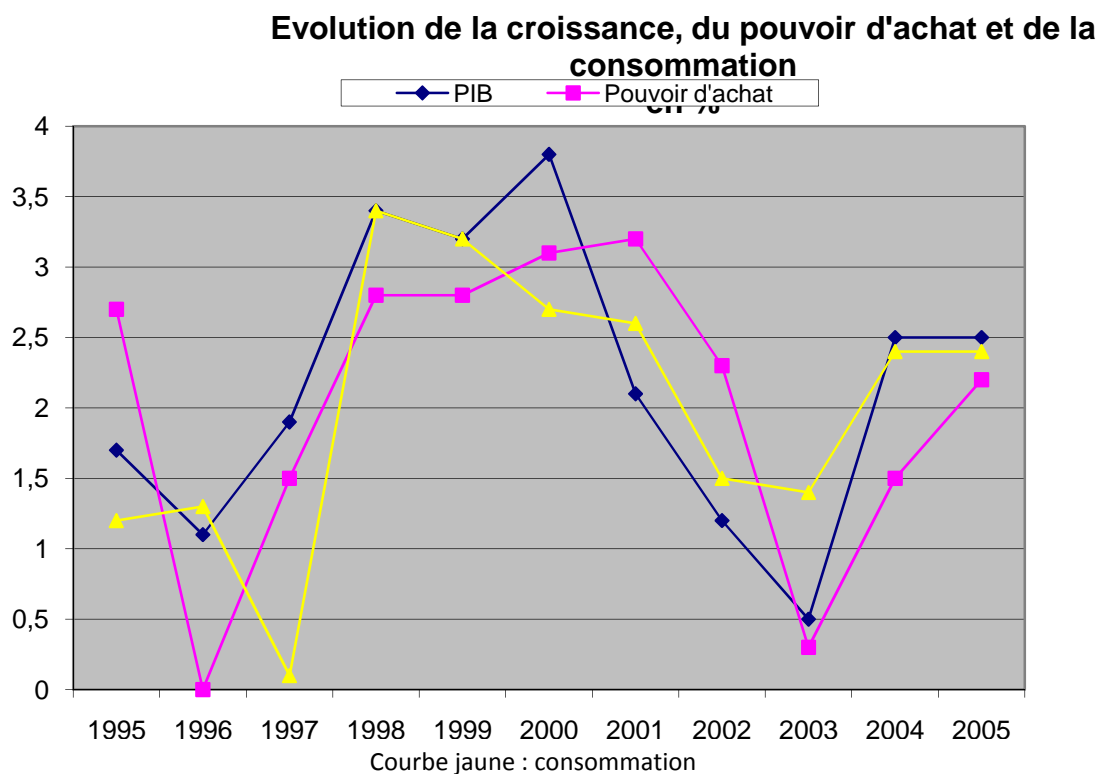
- L'amélioration et l'accroissement de la recherche, de l'enseignement et de la formation professionnelle
- L'accompagnement de la création d'entreprises et des PME
- L'appui aux secteurs innovants, notamment ceux liés aux énergies nouvelles
- La levée des freins et blocages institutionnels.

Ce dernier point prête néanmoins à controverse. Certains auteurs veulent à tout prix modifier la législation sociale, pour des motifs plus idéologiques que réels : les

entreprises performantes savent parfaitement s'accommoder de notre code du travail. En revanche, l'efficacité de nos règles et procédures administratives peut encore s'accroître pour faciliter la vie des entreprises. Et cette question ne concerne pas que la fonction publique, mais aussi d'autres métiers auxquels les entreprises ont affaire : banques, greffes des tribunaux de commerce, notaires, avocats... Il est clair que toute évolution demande du temps, qu'il s'agisse de la fonction publique comme des professions libérales.

Or un gouvernement nouvellement nommé ne peut attendre. On dit souvent qu'au-delà des 5-6 premiers mois, la marge de manœuvre est fortement limitée par la conjugaison des protestations et la perspective d'échéances électorales. D'où l'intérêt de mesures conjoncturelles- c'est-à-dire de court terme- s'il en existe.

Dans « L'économie en trompe-l'œil » (Ed. l'Harmattan), j'avais présenté à titre illustratif le graphique suivant :

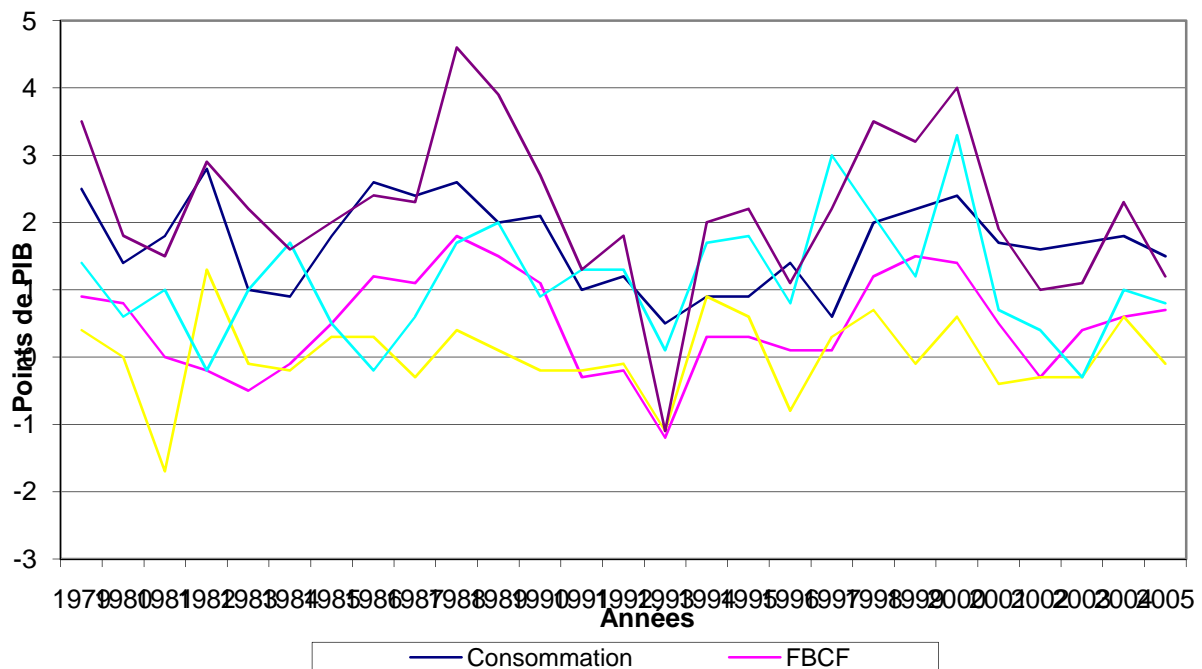


Fondée sur les données de l'INSEE, cette représentation est originale sous cette forme. Précisons que le terme pouvoir d'achat signifie ici revenu disponible des ménages déflaté par l'indice des prix de détail. Les trois agrégats sont portés en taux de variation d'une année sur l'autre : il s'agit donc de fonctions dérivées. On constate un parallélisme étonnant des trois courbes. Que les trois grandeurs soient liées entre elles, c'est trivial. Mais que les rythmes de variation soient aussi semblables, c'est moins évident.

On ne peut en déduire pour autant que la consommation tire toujours la production : car d'une part la période considérée (10 ans) n'est pas assez longue ; d'autre part, c'est la production qui semble tirer la consommation de 1996 à 1999.

Pour y voir plus clair, considérons la contribution à la croissance du PIB de 1979 à 2005, toujours selon les données de l'INSEE.

CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PIB



Violet : PIB bleu clair : exportations jaune : variations de stocks

Rappelons l'équation d'équilibre sur biens et services :

$$P + Imp = C + I + Exp + Vs$$

En 2005: 1710 + 463 = 1382 + 337 + 446 + 8 (Mds€)

Où P est le produit intérieur brut (PIB), Imp les importations, C la consommation totale, I l'investissement ou Formation brute de capital fixe (FBCF), Exp les exportations, Vs la variation de stocks.

Sur le graphique on n'a pas porté les importations qui ne peuvent tirer la production.

Toutes les variations de fonction sont données en points de PIB : ainsi le taux de croissance du PIB est la résultante des autres taux (aux importations près).

Considérons tout d'abord PIB et consommation. Deux périodes apparaissent :

- De 1979 à 1992 : les mouvements de la consommation paraissent anticiper ceux du PIB,
- c'est l'inverse depuis 1992.

D'autre part, les variations du PIB sont nettement plus amples que celles de la consommation, qui fait en quelque sorte figure d'amortisseur.

L'investissement paraît assez bien corrélé avec la croissance, sauf dans la période 1981-1983. Notons que la contribution est négative chaque fois que le PIB croît moins que 1,5% par an.

Les exportations ont évidemment un profil autonome, puisque liées à une demande exogène. Elles permettent à la croissance d'atteindre 3 et 4% lorsqu'elles sont en phase avec la consommation, comme en 1988, 1998, 2000. Elles contribuent à la stagnation quand la demande interne est faible : en 1993, 2002, 2003.

D'une façon générale, c'est la consommation qui contribue le plus à la croissance ; ce qui est logique puisqu'elle représente 80% du PIB. Néanmoins la contribution de l'extérieur a été plus importante que celle de la consommation en 1984, 1991, 1992, 1994, 1997 et 2000. Quant à l'investissement, on constate qu'il accompagne la croissance plus qu'il ne la provoque, tout au moins sur le court terme. Rappelons ce qui a été présenté dans l'article « Blairmania » de ce blog : l'investissement ne repart vraiment que lorsque les capacités de production sont sollicitées à plus de 82%.

Une étude parue dans « Economie et statistique » de janvier 2007 vient de confirmer ce point : les perspectives de la demande prédominent quand il s'agit d'accroître les capacités de production ; les facteurs liés au financement n'apparaissent que comme des contraintes dans les décisions d'investissement.

En conclusion, si la machine économique ne tourne pas à fond, il n'est pas pertinent d'accroître l'épargne des entreprises ou des ménages : c'est d'abord la demande qu'il faut relancer, donc le pouvoir d'achat.